

## Ministère de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement du territoire Les chantiers de Mathias Otounga Ossibadjou

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

APRÈS 36 mois et 2 jours passés à la tête du ministère de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement du territoire, Lambert Noël MATHA cède la place à son collègue et ancien condisciple de classe, Mathias Otounga Ossibadjou, par ailleurs député du 1er siège du département de la Sébé-Brikolo (Okondja) dans le Haut Ogooué. Après un passage au Parlement, il a désormais la lourde charge de mener à terme les chantiers de son prédécesseur. La transmission de témoin s'est déroulée, hier, en présence du secrétaire général du gouvernement. Tout en reconnaissant le travail abattu par son prédécesseur dans le cadre



Mathias Otounga Ossibadjou, ministre entrant recevant les dossiers du ministère des mains du Secrétaire général du gouvernement.



Une passation de charge à laquelle ont assisté de nombreux agents dudit ministère.

de la mise en musique du Fonds d'investissement départemental (FID), initié par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, le nouveau patron dudit département ministériel, Mathias Otounga Ossibadjou compte faire de la cohésion nationale un chantier prio-

ritaire. "L'impératif de la cohésion sociale mais aussi économique intimement lié à la cohérence nationale, territoriale qui s'impose aujourd'hui à l'intervention publique en matière d'aménagement et de développement. Ce concept

de cohésion sociale, nous l'avons surtout entendu grâce à la mise en œuvre au sein de l'Union européenne des forces structurelles destinées à gommer les différences entre les niveaux de développement des différents Etats. Ces deux notions visent donc, l'une la

recherche d'équilibre social, l'autre la réduction des déséquilibres spatiaux", a-t-il déclaré. Avec une expérience avérée, en atteste les différents portefeuilles ministériels occupés par ce dernier (Ndlr : Défense nationale, Budget et Comptes pu-

blics, puis Sports et Tourisme), tout porte à croire qu'il saura mener à bien le chantier de la cohésion nationale. Dans la même foulée, l'application de la loi sur la Décentralisation, entre autres, constitue un chantier sur lequel le nouveau promu est attendu.

## Rencontre Sénat-Coalition "Publiez ce que vous Payez Gabon" Un plaidoyer pour la réhabilitation du Gabon au sein de l'ITIE

S. MASSASSA  
Libreville/Gabon

LE Sénat, représenté par son deuxième vice-président, Augustin Brice Roger Adande Rendembinot, et quelques autres membres du bureau de la Chambre haute du Parlement, a reçu, jeudi, une délégation de la Coalition "Publiez ce que vous Payez" (PCQVP) section Gabon. Celle-ci était conduite par son président, Paul Aimé Bagafou. La rencontre a essentiellement porté sur le point des activités de cet organisme, au lendemain de la tenue de son assemblée sur le plan national. Laquelle a par ailleurs conduit à la mise en place du bureau de sa coordination générale. Les membres de ladite coalition ont de ce fait, entretenu les sénateurs sur les questions de gouvernance économique. Histoire, entre autres, de poser les bases de leur mission de plaidoyer en faveur du retour du Gabon au sein de l'Initiative pour la Transparence des Industries extractives (ITIE). Pour la petite histoire, on a souvenance en effet que, membre adhérent dudit organe d'évaluation de la gouvernance, le Gabon avait été suspendu en 2013 pour dysfonctionnement de son Groupe d'Intérêt (GI-ITIE Gabon). Il lui avait été reproché, de manière concrète, de n'avoir pas produit les rapports nécessaires sur les revenus tirés

des entreprises minières. Le pays avait également été exclu de la campagne mondiale "Publiez ce que vous payez/Publish what you pay (PCQVP/PWYP)". Après un long plaidoyer, le Comité de pilotage Afrique (CPA) de PCQVP avait réadmis en son sein les ONG membres de la section gabonaise de PCQVP en avril 2018. Le bureau gabonais de cette coalition a été renouvelé lors d'un atelier national tenu du 12 au 13 septembre 2019 à Libreville.

C'est dans cette optique que la section Gabon, dont les activités sont principalement axées sur la promotion d'une gouvernance ouverte et redevable des ressources pétrolières, gazières et minières, entend œuvrer en faveur de la réadmission du pays pour réactiver son groupe d'intérêt en la matière. D'autant plus que pour Paul Aimé Bagafou, la réadmission du Gabon à cette initiative revêt un intérêt des plus particuliers. En ce sens qu'elle va "contribuer, selon lui, à la promotion d'une gestion transparente et responsable de nos ressources naturelles et renforcer les systèmes des gouvernements et des entreprises à informer le public sur l'exploitation de nos ressources naturelles". Le sénat, par la voix de son 2e vice-président, a d'ores et déjà promis jouer pleinement sa partition en faveur de cette cause.



Les responsables de la Coalition "PCQVP" du Gabon...



...face au Sénateurs.

PLUS D'INFOS  
PLUS PROCHE DE VOUS

A partir du 16 octobre  
chez votre marchand de journaux